

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS FRANCE LXXXIX EURL

42 rue Washington
75008 Paris

Références : 20251126_Risque incendie
Code AIOT : 0005803908

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement PROLOGIS FRANCE LXXXIX EURL implanté Parc du Hode 76430 Saint Vigor d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS FRANCE LXXXIX EURL
- Parc du Hode 76430 Saint Vigor d'Ymonville
- Code AIOT : 0005803908
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Stockage extérieur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les systèmes d'extinction automatique sont globalement conformes, mais plusieurs anomalies techniques et de documentation ont été relevées fin 2024. Elles doivent être corrigées, notamment celles concernant les groupes motopompes.

Les installations électriques ne présentent pas de risque incendie identifié, mais certaines vérifications n'ont pas été entièrement réalisées et devront être complétées lors du prochain contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

<p>Constats :</p> <p>L'installation d'extinction automatique a été vérifiée entre le 25/11/2024 et le 27/11/2024. Le rapport de vérification ne relève aucune non-conformité susceptible de mettre en échec le système. Il fait toutefois état de 7 observations, toutes nouvellement identifiées en novembre 2024. Par ailleurs, trois remarques portent sur l'aspect documentaire : les rapports de maintenance relatifs à l'entretien annuel du groupe motopompe et à la vérification triennale de l'installation, ainsi que le dossier d'ouvrage exécuté, n'ont pas été communiqués à la société de contrôle.</p> <p><u>Demande 1</u> : l'exploitant lèvera l'ensemble des non conformités identifiées dans le dernier rapport de vérification des installations d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification des groupes motopompes datés de septembre 2024. La vérification des groupes motopompes des sources B1 et B2 révèle plusieurs anomalies. L'exploitant a transmis un devis concernant la levée de ces observations en date du 07/04/2025.</p> <p><u>Demande 2</u> : l'exploitant justifiera à l'inspection que les non conformités identifiées en septembre 2024 ont été levées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 1</u> : l'exploitant lèvera l'ensemble des non conformités identifiées dans le dernier rapport de vérification des installations d'extinction automatique.</p> <p><u>Demande 2</u> : l'exploitant justifiera à l'inspection que les non conformités identifiées en septembre 2024 ont été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, le locataire a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques des cellules qu'il loue (cellules 11 à 13). Cette vérification date du 04/02/2025. Le rapport identifie trois non-conformités, dont deux ont été levées le 27/02/2025. La troisième observation indique que la vérification réglementaire est incomplète, faute d'autorisation de l'exploitant permettant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis. Par ailleurs, dans le paragraphe « limites d'intervention », il est précisé que certaines installations n'ont pas pu être vérifiées, notamment en raison de l'absence de moyens d'accès en hauteur. Le locataire a indiqué que ces remarques seraient prises en compte lors du prochain contrôle périodique. L'exploitant a transmis par courriel le rapport quadriennal de vérification des installations</p>

électriques datant de janvier 2024, ainsi que le compte rendu APSAD Q18 correspondant. Il y est indiqué que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Il a également transmis le rapport de vérification daté du 06/12/2025, lequel ne comporte aucune observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 3 : l'exploitant fera vérifier l'ensemble des installations électriques du bâtiment en tenant compte des remarques figurant dans le paragraphe « limites d'intervention » du précédent rapport lors de la prochaine vérification des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ([...], systèmes de détection et d'extinction, [...]). Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Constats :

Le jour de la visite, aucun voyant de défaut ou de dérangement n'était allumé sur la centrale de détection incendie.

La dernière vérification des installations de détection incendie date du 16/07/2025. Trois observations sont mentionnées :

- dans la cellule 12, le déclencheur manuel situé au niveau de l'accès « chauffeurs » se trouve derrière un grillage de séparation, ce qui le rend difficilement repérable et utilisable en cas de besoin ;
- le local sprinkler « DC-5-6-7 », dans lequel se trouve le terminal d'exploitation, n'est pas équipé de surveillance incendie ;
- le stockage dans certaines cellules dépasse les limites des racks, ce qui perturbe le fonctionnement des détecteurs linéaires de fumée (dérangements et alarmes intempestives).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4 : l'exploitant lèvera les observations du rapport de vérification des installations de détection incendie de juillet 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection n'a constaté aucun stockage de matières combustibles à moins de 10 mètres des parois du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite